

Le gouvernement veut ponctionner 3 milliards d'euros sur les hôpitaux

Les syndicats réactionnaires de médecins libéraux font pression sur le gouvernement pour qu'il renonce à une de ses rares mesures progressistes, la généralisation du tiers payant. Le 20 février, la ministre de la Santé Touraine a annoncé 4 « groupes de travail » avec tous les partenaires de la santé pour peaufiner le projet de loi que le gouvernement va soumettre au parlement fin mars.

Peu après, *Challenges* a révélé le 27 février les plans du gouvernement pour économiser les 3 milliards d'euros prévus au budget 2015 de la Sécurité sociale.

De nouvelles restrictions aux soins, des attaques contre les travailleurs de la santé

Incapables de faire payer les capitalistes, tous les gouvernements bourgeois coupent en temps de crise dans les retraites des salariés, les allocations aux chômeurs, l'enseignement et la santé.

En France, selon le gouvernement PS-PRG, il faudrait priver les hôpitaux, déjà étranglés, de 3 milliards d'euros. Alors que, selon *Le Monde* du 1^{er} mars, la fraude fiscale s'élève, rien que pour la TVA, au bas mot à 10 milliards (estimation du ministère de l'Économie), voire à 25 milliards (celle de la Commission européenne). Les exonérations de cotisations sociales s'élevaient déjà à 26 milliards d'euros en 2013 (estimation ACOSS), avant les nouvelles du « pacte de responsabilité » (10 milliards d'euros).

L'épidémie de grippe a déjà révélé les conséquences de la pénurie de personnel dans les hôpitaux. Les services d'urgence se sont trouvés dans l'impossibilité d'accueillir les patients. Le gouvernement Hollande-Valls-Touraine, pourtant, poursuit l'étranglement de la santé publique.

Le projet Touraine de loi obligerait les établissements à se regrouper au sein de « groupements hospitaliers de territoires » d'ici 2016, afin de livrer la santé aux cliniques privées, afin de fermer davantage de lits, de services, d'établissements de proximité et de supprimer des postes de la santé publique.

Dans les faits, le droit à l'avortement serait remis en cause. Alors que 180 centres IVG ont déjà été fermés en dix ans à cause de la tarification à l'acte (T2A, sous Chirac, 2004) et de la loi Bachelot (HPST, sous Sarkozy, 2009), ils seraient encore les victimes des nouvelles restructurations.

Le secteur psychiatrique est déjà particulièrement victime des économies. En un mois, l'hôpital du Vinatier à Lyon a connu une agression et trois suicides (deux patients et un soignant).

La réduction du temps d'hospitalisation permettrait aussi d'économiser 600 millions d'euros, la chirurgie ambulatoire 400 millions.

860 millions d'euros doivent être gagnés au détriment du personnel hospitalier. Le gouvernement prévoit de supprimer 22 000 postes (2 %) et d'étendre la sous-traitance. Les droits des travailleurs des hôpitaux publics vont être remis en cause par le travail en 12 h, le rappel sur les jours de repos, la suppression de RTT, la remise en cause de l'avancement, le développement de la précarité (déjà 16 % des emplois).

Pour défendre nos droits, il faut affronter le gouvernement

Pour arracher les revendications, pour abolir toutes les mesures précédentes, pour empêcher les nouvelles attaques, il faut rompre avec le « dialogue social » et préparer la grève générale de la santé. Or, les bureaucraties syndicales continuent à répondre aux convocations gouvernementales et à lui faire des « propositions ». Or, les fédérations syndicales de la santé épuisent la combativité dans des actions dispersées et une énième journée d'action le 9 avril dépourvue d'objectif clair.

Les travailleuses et les travailleurs doivent s'organiser pour que les syndicats, les assemblées générales, les coordinations élues luttent pour :

- Non à la coupure de 3 milliards ! Rétablissement et ouverture des services nécessaires ! Embauche des personnels nécessaires dans la santé publique ! Titularisation des précaires !
- Nationalisation sans indemnité ni rachat des cliniques privées, des labos pharmaceutiques, des groupes financiers de l'assurance santé !
- Abrogation des lois T2A et HPST ! À bas le budget 2015 de la Sécu ! Retrait du projet de loi Hollande-Valls-Touraine ! Boycott de toutes les négociations du projet !
- Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales des patrons ! Une sécurité sociale unifiée gérée par les syndicats de travailleurs !
- Gouvernement des travailleurs, seul capable de sauver la santé publique et d'affronter les groupes capitalistes !

8 mars 2015

Groupe marxiste internationaliste (CoReP)

groupemarxiste.info

